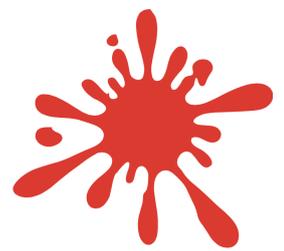


L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Nouvelle série, n° 74 décembre 2022



La démocratie (et le partenariat social), c'est quand ça les arrange !

Paraît-il que la Suisse est le pays le plus démocratique de la planète, si ce n'est de la galaxie tout entière, que la volonté du peuple est sacrée chez nous, que le monde entier nous envie notre démocratie semi-directe... Oui, mais tout ça, ce n'est qu'une partie de la vérité, et c'est seulement quand ça les arrange. Eux ? Les représentants politiques de la bourgeoisie, classe sociale qui détient la réalité du pouvoir politique en Suisse, par-delà les contrepoids démocratiques et les droits populaires, comme dans n'importe quel pays capitaliste.

Et actuellement, ça ne les arrange plus du tout. C'est que le peuple a voté dans plusieurs cantons – Genève, Neuchâtel, Jura, Bâle-Ville, Tessin – pour l'introduction d'un salaire minimal interprofessionnel cantonal. La droite a fait campagne contre, et a perdu. Mais le patronat et ses relais politiques ne comptent nullement accepter ce résultat, ni s'arrêter devant un « détail » aussi insignifiant qu'un scrutin démocratique.

Aussi, le conseiller aux États obwaldien Erich Ettlin, du Centre, a déposé une motion pour démanteler les salaires minimaux cantonaux. Ce au nom d'un argument des plus spécieux : le partenariat social. La motion Ettlin implique que les Conventions collectives nationales, soit un contrat privé entre « partenaires sociaux », primeraient sur les salaires minimaux légaux cantonaux. Certes, rien ne changerait pour les secteurs non conventionnés, mais beaucoup de travailleuses et travailleurs parmi les plus modestes à Genève pourraient voir leur salaire baisser, et perdre de l'ordre de 1000,- par an !

C'est tellement scandaleux que même le Conseil fédéral était opposé à cette honteuse motion.

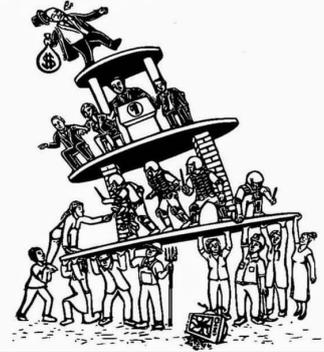
Pourtant, contre l'avis du Conseil fédéral, les deux chambres ont voté la motion Ettlin. Le Conseil fédéral devra donc revenir avec un projet de loi, d'abord mis en consultation, et qu'il faudra combattre par référendum s'il est finalement adopté.

Tous les conseillers nationaux genevois du PLR, du Centre (ex-PDC) et de l'UDC ont voté pour cette scandaleuse motion (ceux de gauche et des verts/libéraux ayant voté non), qui est passée à deux voix près ; s'ils avaient au minimum respecté la volonté clairement exprimée de leurs électeurs, celle-ci aurait été enterrée.

En pleine crise du coût de la vie, la droite ne trouve donc pas d'autre combat que celui de baisser des salaires déjà très modestes. Les différences salariales d'un canton à l'autre engendreraient une « insécurité juridique », à ce qu'il paraît. Quelle insécurité terrible que de devoir payer dignement les travailleuses et travailleurs ! Quant à l'insécurité matérielle que représente les fins de mois difficiles, ces gens-là n'en savent rien, ni n'en veulent rien savoir.

Ils prétendent tenir au partenariat social, mais en réalité, ils n'y pensent que quand cela les arrange. Rappelons que le patronat de la construction avait fait du chantage du type : vous acceptez de travailler 50 heures par semaine en plein été, ou on ne renouvelle pas la CCT. Seules les grèves l'ont fait reculer. Magnifique partenariat social ! Quant à la démocratie, l'UDC s'époumonne à hurler que la volonté du peuple est sacrée, lorsqu'il s'agit de l'une de ses initiatives ; mais lorsqu'il est question de cette scandaleuse motion, de l'achat des FA35 alors qu'une initiative populaire venait d'être déposée, de l'article constitutionnel sur l'AVS

SANS NOUS ILS NE SONT RIEN



RE - PRENONS NOS VIES EN MAIN

toujours pas pleinement appliqué depuis 1947, c'est autre chose...

Mais foin de démagogie et de faux prétextes. Ce honteux combat de la droite pour baisser les salaires les plus bas rappelle qu'elle n'en a rien à faire en réalité ni de la démocratie ni du partenariat social, et que, derrière toutes ses belles paroles, sa seule raison d'être est de servir les intérêts égoïstes de la classe qu'elle représente : la bourgeoisie.

Ce qui rappelle, s'il le fallait vraiment, que la lutte des classes n'est pas une invention des marxistes mais une réalité objective, et que, de son côté, la bourgeoisie la mène, avec une brutalité consommée et un cynisme sans bornes. Les travailleuses et travailleurs doivent en faire de même, sous peine de se faire piétiner. Ils doivent être capables de voir dans le patronat et les partis bourgeois, non des « partenaires sociaux », mais ce qu'ils sont objectivement : des ennemis de classe. **Pour les combattre, ils disposent de leur propre Parti, qui a été fondé dans ce but : le Parti du Travail.**

Alexander Eniline



Ensemble à Gauche lance une initiative cantonale pour une « taxation plus juste des super-profits » !

La coalition Ensemble à Gauche – solidaritéS, DAL, Parti du Travail – lance une initiative populaire cantonale législative pour une Taxation plus juste des super-profits ! C'est une réforme fondamentale pour plus de justice fiscale en matière d'imposition des entreprises que propose Ensemble à Gauche !

Les bénéfices des entreprises sont actuellement taxés avec un taux unique. Ce système est injuste puisqu'il fait porter la même charge fiscale aux entreprises quelle que soit l'importance de leurs bénéfices. Notre initiative veut mettre fin à cette situation en réintroduisant un taux progressif en vue de taxer davantage les super-profits, et moins les bénéfices des petites entreprises. Ce changement de taxation permettra de très importantes nouvelles rentrées fiscales, de l'ordre d'environ 450 millions de francs par année, indispensables à la mise en œuvre de la transition écologique et au renforcement de la sécurité sociale et des services publics.

Faire payer ceux qui profitent des crises pour s'enrichir

“L'actualité de ces dernières trois années c'est des crises qui s'enchaînent et se multiplient – crise écologique, crise sanitaire, inflation et crise économique et sociale – et des grandes entreprises qui profitent très fortement de ces crises, martèle d'emblée Tobia Schnebli, président du Parti du Travail genevois et candidat Ensemble à Gauche au Grand Conseil. “Alors qu'on demande à la population de se serrer la ceinture et de faire des efforts. Les États jouent les pompiers pour permettre aux grandes entreprises de continuer à faire des profits gigantesques.”

Changer un système d'imposition injuste

“Il y a 20 ans, le Canton a introduit la flat tax [le taux fixe], un impôt fondamentalement injuste”, rappelle Tobia Schnebli.

“Aujourd'hui, dénonce Bernard Clerc, militant de solidaritéS et ancien député, alors que la taxation sur le revenu et la fortune des contribuables personnes physiques est progressive, les entreprises paient la même charge fiscale peu importe leur bénéfice. De plus, le taux fixe actuel contrevient selon nous au principe de capacité économique en matière de fiscalité inscrite dans la Constitution genevoise. Cette situation est inacceptable et doit être changée. Notre projet est donc de remettre en place la progressivité pour la taxation des bénéfices des entreprises.”

Un impôt progressif sur les bénéfices ne serait pas une spécificité genevoise. Plusieurs cantons en Suisse connaissent actuellement ce type d'imposition des entreprises, comme le Valais ou Bâle-Campagne.

En finir avec les cadeaux aux grandes entreprises

“Un petit peu d'histoire sur l'imposition des personnes morales est nécessaire, affirme Bernard Clerc. Jusqu'en 1998, l'imposition des bénéfices des entreprises était progressive. Le taux fixe a été introduit en 1999 et était à ce moment-là de 10%. Depuis, la fiscalité des entreprises n'a cessé de baisser. Après la réforme RFFA, le taux fixe a été abaissé à 3,33% pour les sociétés de capitaux et à 5,14% pour les fondations et associations exerçant des activités lucratives (qui représentent un très faible pourcentage des sociétés imposées).”

Le taux d'imposition total des entreprises est lui passé de 24% à 14% pour les sociétés de capitaux (centimes additionnels cantonaux, communaux et impôt fédéral direct

TAXATION PLUS JUSTE DES SUPER-PROFITS

compris), sans parler des allègements fiscaux pour attirer de nouvelles entreprises.

Bien loin de l'enfer fiscal actuel décrit des fois par la droite, la Suisse se classe par son taux d'imposition moyen sur les bénéfices bien devant ses voisins et de nombreux autres pays.

Mettre fin à l'explosion des inégalités

“Depuis le début de cette ère néolibérale, il y a eu une croissance énorme des richesses d'une petite minorité, et une aggravation de la situation pour de nombreuses personnes”, décrit Alexander Eniline, président du Parti Suisse du Travail et candidat au Conseil d'État pour Ensemble à Gauche.

“La droite nous dit toujours qu'il n'y a pas d'argent, alors qu'il y en a énormément du côté des grandes entreprises qui réalise des super-profits, il suffit de taxer justement les bénéfices des entreprises”, s'exclame Alexander Eniline

Réduire les impôts des entreprises à faible bénéfice

“Cette initiative est fondamentalement différente des dernières initiatives présentées sur la fiscalité : les petites entreprises, celles qui font des bénéfices faibles, c'est-à-dire jusqu'à 100'000 fr., seront moins taxées qu'actuellement” explique Christian Zaugg, député d'Ensemble à Gauche et président du DAL. “Nous défendons les petites entreprises, et en rétablissant rétablissons la progressivité, cela va bénéficier à de très nombreuses petites entreprises.”



Par ailleurs, 62% des entreprises ne paient pas d'impôt sur le bénéfice car elles n'en font pas. "Un chiffre dont on entend peut parler, souligne Bernard Clerc, contrairement à celui sur le nombre de personnes physiques qui ne paient pas d'impôts." La droite veut manifestement cacher qu'une large majorité d'entreprises n'est pas taxée sur le bénéfice.

Mettre à contribution les entreprises les plus nocives pour la planète et pour les humains

"Notre initiative s'attaque aux principaux responsables des crises environnementales et climatiques actuelles, ainsi que des crises sociales et économiques", pointe Teo Frei, candidat pour Ensemble à Gauche au Conseil d'État, militant de solidaritéS et activiste pour le climat.

"Les entreprises qui seront principalement ciblées par notre initiative sont celles du secteur du négoce des matières premières, qui continue à se développer fortement et à faire des énormes profits en dépit de la crise subie par les autres, ainsi que les banques qui ne connaissent pas non plus la crise", abonde Bernard Clerc.

"En 2019, on dénombrait environ 36'000 entreprises dans le Canton, détaille Bernard Clerc. Parmi les entreprises qui paient des impôts, 70% des entreprises connaîtront une baisse de l'impôt. 30% d'entre elles connaîtront une hausse. L'immense majorité d'entre elles sont les sociétés qui font du commerce de gros, soit le négoce des matières premières, ainsi que la place financière, en premier lieu les banques."

Des recettes fiscales nouvelles évaluées à environ 450 millions de francs par année

Pour Françoise Nyffeler, militante féministe et à solidaritéS, députée Ensemble à Gauche et candidate au Conseil d'État, "on ne peut pas maintenir la taxation linéaire quand on a un tel besoin de financement

des services publics. C'est pas aux personnes lambda de payer pour les services publics, mais avant tout aux grandes entreprises". "Avec ce projet, nous avons estimé des rentrées fiscales supplémentaires à 450 millions de francs par année, toutes choses étant égales par ailleurs. 450 millions c'est gigantesque par rapport au budget de l'État, c'est un pas énorme vers plus de justice fiscale".

Financer la sécurité sociale, la transition écologique et les services publics

"Le plus grand chantier actuellement que nous devons entreprendre urgemment, c'est la transition écologique, pour répondre à la situation climatique dramatique", affirme Teo Frei.

"Notre initiative permet de financer à elle seule la gratuité des transports publics comme d'autres investissements absolument nécessaires, tels que la rénovation et l'isolation des bâtiments, l'installation de panneaux solaires ou la végétalisation de la ville. Par exemple la gratuité des transports publics implique un manque à gagner pour l'État d'environ 150 millions de francs par année, largement couvert par les 450 millions de recettes supplémentaires possibles grâce à notre initiative," se réjouit Teo Frei.

« Les investissements qui sont prioritaires pour nous sont par exemple aussi la rénovation des équipements publics, ou l'accès pour tout le monde à un logement digne et au loyer abordable », ajoute Alexander Eniline. Ils dépendront aussi des priorités politiques des prochaines années, notre initiative permettrait d'avoir une marge financière afin de les réaliser. Les rentrées fiscales supplémentaires permettront aussi le renforcement nécessaire de la sécurité sociale et des services publics pour répondre à la précarité grandissante et aux besoins sans cesse croissants de la population.

Communiqué de presse d'Ensemble à Gauche

Texte de l'initiative :

Art. 1 La loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM) du 23 septembre 1994 est modifiée comme suit :

Art. 20 Sociétés de capitaux et coopératives, al. 1 (nouvelle teneur)

1 Le taux de l'impôt sur le bénéfice net est fixé selon le barème suivant :

1 à 10'000 fr.	1.0%
10'001 à 50'000 fr.	2.0%
50'001 à 100'000 fr.	3.0%
100'001 à 500'000 fr.	3.5%
500'001 à 1'000'000 fr.	4.0%
1'000'001 à 5'000'000 fr.	4.5%
5'000'001 fr. et plus	4.75%

Art. 25 Associations, fondations, placements collectifs de capitaux et autres personnes morales (nouvelle teneur)

L'impôt dû par les associations, fondations, placements collectifs de capitaux et autres personnes morales est fixé selon le barème suivant :

1 à 10'000 fr.	2.8%
10'001 à 50'000 fr.	3.8%
50'001 à 100'000 fr.	4.8%
100'001 à 500'000 fr.	5.3%
500'001 à 1'000'000 fr.	5.8%
1'000'001 à 5'000'000 fr.	6.3%
5'000'001 fr. et plus	6.8%

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur dès l'année fiscale qui suit celle de sa promulgation.



Initiative à télécharger sur notre site
www.pdtgeneve.ch



« Le respect des personnes doit être assuré pour tou.te.s et partout »

Le Parti du Travail présente 15 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Morten Gisselbaek**.

Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Je suis un architecte formé à Genève et travaillant en indépendant depuis plus de 35 ans, principalement pour des coopératives et des associations. Je suis un des membres fondateurs du Collectif 500 et j'ai été Conseiller municipal EàG de 2011 à 2020 en Ville de Genève. Je suis marié et père de deux enfants.

Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Le développement de Genève, et de ce qu'on nomme pompeusement le "Grand Genève" est catastrophique depuis des décennies. Et cela n'a fait que s'emballer ces dernières années sous le diktat qu'il faut construire du logement, beaucoup de logements. Soi-disant pour répondre à la pénurie. En réalité pour répondre à un cycle infernal d'augmentation des activités à haute valeur ajoutée. La vraie question est de savoir quel avenir nous voulons pour Genève : la construisons-nous pour ses habitant.e.s ou pour attirer toute sorte de sièges d'entreprises et multinationales nuisibles ? La politique du territoire actuelle ne résout pas le manque de logements et ne détruit pas seulement la région mais contribue directement à la construction d'une société fracturée entre riches cols blancs et colliers de perles qui trouvent à se loger, et travailleuses et travailleurs moins bien lotis qui se retrouvent en majorité dans des périphéries de plus en plus

périphériques. Ce qui a également un effet catastrophique pour ces régions frontalières : celles et ceux qui n'ont pas un salaire suisse n'ont plus les moyens de se loger.

Et cela pose également de graves problèmes de mobilité.

Travailler à corriger cela est une de mes priorités.

Une autre priorité du politique est d'assurer que chacun.e ait droit à une vie digne. Aujourd'hui nous nous sommes "habitué.e.s" à voir des gens qui font la manche, qui vivent et qui dorment dans nos rues. Cette situation, et sa banalisation, sont insupportables.

Le respect des personnes doit être assuré pour tou.te.s et partout, y compris dans les conditions de travail.

Le canton a décidé d'utiliser son droit de préemption pour acquérir une villa dans une zone de développement à Chêne-Bourg, se retrouvant en litige judiciaire avec le vendeur, tandis que les acheteurs auraient été floués dans l'affaire. Que penses-tu de ce cas ? Quel usage les collectivités publiques devraient faire de leur droit de préemption ?

Le sol doit appartenir à tou.te.s, c'est à dire à la collectivité qui doit pouvoir décider de son usage. Dans ce sens je soutiens l'utilisation accrue des droits de préemption. Tout en veillant à ce que cette utilisation ne fasse pas que rajouter un acteur dans le jeu de la spéculation. Les prix fixés par la loi en zone de développement doivent être tenus, y compris par l'État et les autres collectivités publiques qui ont tendance à accepter une surenchère sur l'estimation du bâti. Sans bien connaître le dossier il me semble que dans le cas de la villa à Chêne-Bourg l'État fait correctement son travail puisqu'il refuse la surenchère.



Morten Gisselbaek
Architecte, ex-conseiller municipal (VdG)

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an

Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

pdt-ge@bluewin.ch

www.pdt-ge.org

022 321 79 58

Iban : CH07 0900 0000 1200

8747 5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Maurice MICHON, Morten GISSSELBAEK,

Ariane BAILAT, Hélène ECUYER

Délai de remise des textes :

25 janvier 2023

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



« Plus je réfléchis à la valeur des services publics, plus je me dis qu'ils sont LA solution pour surmonter les crises actuelles »

Le Parti du Travail présente 15 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à Ariane Bailat.

Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Pour ce qui est de mon parcours politique, je pense qu'il est vraiment né quand je suis devenue infirmière et que j'ai pris conscience du caractère essentiel des services publics. Je me suis donc rapidement engagée pour leur défense et leur développement. Et comme vous le savez, à l'heure des privatisations à outrance, ce n'est pas chose facile. Or, plus je réfléchis à la valeur des services publics, plus je me dis qu'ils sont incontournables, voire qu'ils sont LA solution pour surmonter les crises actuelles : sociale, sanitaire et environnementale. On ne peut tout simplement plus se permettre de laisser au marché, c'est à dire aux seuls intérêts d'une minorité détenant un pouvoir financier démesuré, la gestion de nos biens communs et des services qui couvrent nos besoins fondamentaux. Cela signifie que l'eau et l'électricité, les transports publics, les hôpitaux et les services sociaux, l'école et l'Université mais aussi les industries agro-alimentaire et pharmaceutique, ne doivent plus être soumis aux règles de la concurrence. Or, c'est tout le contraire qui se passe (quand on ne privatise pas, on organise délibérément la déliquescence des services) et je ne vois donc pour l'heure, aucune raison d'abandonner ce combat.

Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Je pense d'abord que, maintenant que je suis retraitée, j'ai plus de temps à consacrer à un engagement citoyen qui demande du temps et de l'énergie. Je pense aussi que la présence d'une « gauche de la gauche » est indispensable au sein du parlement pour faire y entendre la voix et y faire valoir les intérêts des plus précaires. En l'occurrence, et comme expliqué plus haut, je ferai tout pour donner aux services publics les moyens dont ils ont besoins pour remplir leur mission.

Tu es membre du SSP, le Syndicat des services publics. Or, il y a eu plusieurs grèves menées par les travailleuses et travailleurs de la fonction publique. Que peux-tu dire au sujet de ces grèves ? Quel débouchés politiques faudrait-il ?

Si je pense aux grèves des éducateurs et éducatrices de la Clairière ou celle des ASSC, elles sont particulièrement représentatives de ce que vivent de nombreux salariés.e.s, que ce soit d'ailleurs dans le secteur privé ou public : un manque de sens et de reconnaissance du travail accompli.

Manque de sens, car les pressions toujours plus fortes au rendement comme le manque de personnel chronique – et parfois catastrophique quand il touche des domaines comme la santé ou le social – ne permettent plus de travailler correctement. La sensation de travail bâclé, le sentiment de mal s'occuper des patients, des usagers, des élèves ou des clients, l'impression de ne jamais pouvoir finir ce que l'on a commencé, les heures supplémentaires devenues la règle, les échelons hiérarchiques toujours plus nombreux et les dysfonctionnements jamais résolus, tout cela devient endémique et sape le moral des personnes comme des équipes. C'est la raison de la grève des éducateurs et éducatrices de la Clairière : impossible de faire du



Ariane Bailat
SSP, syndicaliste

bon travail, de prendre en charge correctement les jeunes qui leur sont confié.e.s alors qu'ils et elles sont parmi les plus vulnérables de notre société, quand on leur demande de travailler 12 heures d'affilée pour combler le manque de personnel.

Manque de reconnaissance, car dans le cas des aides en soins et santé communautaires - principalement des femmes - alors même qu'elles ont fait partie des travailleuses les plus sollicitées durant la pandémie et qu'elles continuent à être indispensables dans les hôpitaux, les EMS et les soins à domicile, elles ont toujours un salaire beaucoup trop bas au regard de la pénibilité et de l'importance de leur métier.

Dans les deux cas, les débouchés me semblent évidents et dépendent ici complètement du Parlement : octroyer aux services et fonctions concernés les moyens indispensables à leur fonctionnement. Et cela implique bien évidemment une fiscalité adéquate.



« l'intégration de tous les jeunes, quelles que soient leurs origines, leurs statuts, dans notre société est importante »

Le Parti du Travail présente 15 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Hélène Ecuyer**.

Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Il n'est pas simple de résumer 69 ans d'existence en quelques mots, mais je vais faire au mieux. J'ai passé toute mon enfance dans un quartier populaire, celui de Saint - Gervais. Mon père, employé à la CGTE (TPG) est entré au Parti du Travail et a été élu Conseiller Municipal. J'étais à bonne école. Il existait alors un groupe d'enfants auquel je participais, les Avant-Coueurs. Les activités s'apparentaient à celles des scouts, et les valeurs étaient entre autres le respect, la justice, la paix dans le monde, la solidarité et la protection de la nature. Après, j'ai fréquenté la Jeunesse du Parti, la Jeunesse Libre, puis je suis entrée au Parti. Avec un père et un mari au Parti, je ne pouvais pas faire autrement. J'ai été élue au Conseil Municipal en 1988 et j'y ai siégé pendant 30 ans.

Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Continuer à défendre au Grand Conseil ce que j'ai défendu au Conseil Municipal. Les combats que notre Parti mène, entre autres le soutien aux plus démunis, aux familles, le développement et la défense des acquis sociaux. Pour moi l'intégration de tous les jeunes, quelles que soient leurs origines, leurs statuts, dans notre société est importante. La scolarité et la formation, obligatoires jusqu'à 18 ans au moins, me réjouissent : il y aura moins de jeunes largués dans

la rue à 16 ans parce qu'ils sont scolaires et n'ont pas trouvé d'apprentissage ou d'activité leur convenant. Certains ont besoin de plus de temps pour se former et entrer dans la vie d'adulte et professionnelle.

Le PLR a récemment proposé son projet de réforme du Cycle d'Orientation. Qu'en penses-tu ?

Oui, et c'est dommage. Avant de me prononcer sur ce projet, il faut se souvenir des raisons de la création du Cycle d'Orientation. Suite à une initiative des jeunes radicaux qui voulaient la «démocratisation des études», le Conseiller d'État, Alfred Borel, radical, a proposé de mettre en place un système répondant à cette initiative et c'est son successeur André Chavanne qui a réalisé ce projet. Tout était à créer : les écoles, même primaires, n'étaient pas mixtes, les filles n'avaient pas droit au même enseignement que les garçons. Les garçons, après la 6e primaire, à 12 ans pouvaient, pour les meilleurs, entrer directement au Collège. Les autres continuaient au Collège Moderne ou en 7^e, 8^e et 9^e primaires jusque à la fin de la scolarité obligatoire, à 15 ans révolus. Pour les filles, futures mères et épouses, les meilleures pouvaient entrer à l'École Supérieure de Jeunes Filles, après la 7^e, soit une année après les garçons. Les autres continuaient à l'École Ménagère et Professionnelle ou en primaire, jusqu'à 15 ans. Les passerelles d'une structure à l'autre étaient inexistantes.

Le Cycle d'Orientation voulait donner à tous une égalité des chances ; mais le choix à 12-13 ans, était encore trop tôt, même s'il était possible de changer en cours de route. En septembre 1962, le Cycle d'Orientation a reçu ses premiers élèves, répartis en 3 sections : latino-scientifique, générale et pratique. Mais les garçons et les filles étaient encore



Hélène Ecuyer
Ex-ludothécaire,
ex-conseillère municipale,
comité Voix populaire

séparés. Il a fallu attendre 1969 pour que la mixité soit généralisée dans les écoles genevoises. De nombreuses réformes ont fait évoluer le Cycle. La dernière réforme envisagée par le DIP, propose une 1^e et 2^e année du Cycle hétérogènes, permettant aux élèves d'avoir une meilleure préparation pour la suite de leurs études ou formations secondaires ou professionnelles, avec plusieurs enseignants, et la possibilité de travailler selon son niveau, en petits groupes. Le PLR et les entreprises genevoises n'approuvent pas et leur proposition vise justement à prévoir une 1^{ère} année de Cycle commune, mais comme l'ancienne 7^e primaire, avec un seul enseignant pour toutes branches principales et éventuellement d'autres intervenants pour la musique, le dessin et la gymnastique. Un retour en arrière de 60 ans ! Mais voilà, lorsque le PLR et les entreprises veulent choisir leurs futurs cadres, l'élève, l'enfant, ne compte plus. Qu'est-ce que le PLR ne comprend pas dans les mots «Cycle d'Orientation» ? Orientation ! Seuls les résultats sont importants et seuls les meilleurs élèves seront choisis. C'est le retour à une école élitiste. Et les autres ? Et l'esprit du Cycle d'Orientation ? Disparu !

Ce n'est pas ce que nous voulons et même si la réforme proposée par le DIP n'est pas la panacée, elle tient compte des besoins et de l'évolution de l'enfant.



Crise énergétique : les effets désastreux du marché

Les prix de l'énergie explosent, ceux des hydrocarbures bien sûr, mais aussi les tarifs de l'électricité. On nous dit que tout est de la faute de Vladimir Poutine. Or, l'explication est pour le moins un peu courte. Elle laisse dans l'ombre les raisons de la vulnérabilité de l'Union européenne aux pénuries de gaz naturel, et n'explique pas pourquoi les prix de l'énergie peuvent y fluctuer ainsi. La leçon s'applique aussi à la Suisse, qui a fait les mêmes choix stratégiques que nous payons aujourd'hui, quoique dans une moindre mesure.

Ce choix fatidique, c'était celui du marché plutôt que de la planification publique, et, dans le cas de l'UE, de laisser déterminer sa politique énergétique par les monopoles privés de l'énergie (la situation est moins grave en Suisse, car, malgré l'ouverture au marché, une grande partie des acteurs majeurs du secteur de l'énergie demeurent en mains publiques, comme par exemple les SIG).

Car pourquoi dépendons-nous autant du gaz ? Tout vient d'une décision politique, dans le sillage de la contre-révolution néolibérale, de libéraliser le marché de l'énergie, sous prétexte que cela le rendrait plus fluide, plus efficace, permettrait aux consommateurs de bénéficier de baisses de prix, et stimulerait les investissements dans les énergies renouvelables. On répétait alors comme un lieu commun cette monstrueuse absurdité comme quoi le privé serait nécessairement plus « efficace » que le public. Comme il fallait s'y attendre, cette libéralisation a conduit surtout à ce que quelques grandes entreprises privées raflent la mise, en rachetant ou en évinçant leurs concurrents plus faibles. Comme il se doit, d'après une thèse marxiste bien connue, le marché de libre-concurrence conduit aux monopoles. Des monopoles qui dominent aujourd'hui le marché européen de l'énergie.

Cette monopolisation n'a pas conduit aux baisses de prix promises, mais bien plutôt à une absence de planification, et à des choix désastreux à terme, dictés par le seul impératif du profit immédiat. Il y eut une collusion d'intérêts entre les monopoles pétroliers et gaziers, désireux de maintenir leur business aussi longtemps que possible, et ceux de l'électricité, qui virent dans les centrales à gaz une alternative bon marché sur le court terme au développement des énergies renouvelables et aux solutions de stockage de l'énergie, plus complexes à mettre en place. La Commission européenne s'en est remise à l'« expertise » des monopoles pour la planification énergétique. Ces monopoles ont en profité pour faire un lobbying intense au profit du gaz, comme énergie de transition, voire « verte ». D'où des sous-investissements catastrophiques dans le renouvelable, l'absence même d'une planification rationnelle, une dépendance extrême au gaz dont il est difficile de sortir rapidement.

Quant aux prix de l'énergie, ils furent libéralisés, livrés à la seule loi de l'offre et de la demande, en clair, à la spéculation. D'où les fluctuations brutales à la hausse aujourd'hui. La Suisse a également libéralisé son marché de l'électricité pour les gros consommateurs, avec les conséquences que l'on voit aujourd'hui. Avis aux derniers européistes, une des raisons avancées pour cette libéralisation était l'« eurocompatibilité ».

Pour résoudre la crise énergétique que nous vivons, la première chose à faire et de revenir sur ces choix néolibéraux. C'est ce pourquoi nous luttons. Le 17 septembre, le Comité central du PST-POP adoptait une résolution sur la question de l'énergie, qui dit notamment :

« Pour mettre fin à une concurrence néfaste, basée sur le profit et par là conduisant à privilégier la rentabilité sur l'écologie, les

entreprises énergétiques privées doivent être nationalisées (avec une exception pour l'autoproduction locale), ouvrant la porte à une rationalisation du système basée sur le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergies. Les entreprises actives dans le secteur de l'énergie qui sont d'ores et déjà publiques doivent fonctionner comme de services publics, et non comme des entreprises opérant sur le marché, en concurrence avec le privé. Une telle nationalisation, et une planification centralisée, sont indispensables pour mettre en œuvre les mesures que nous prônons, de façon rationnelle et cohérente ; pour décider des investissements selon leur utilité sociale et écologique et non selon le profit escompté ; pour utiliser les ressources de façon aussi économe que possible, éliminer les gaspillages »

Le 7^{ème} Congrès du Parti de la Gauche Européenne (dont le PST-POP est membre), réuni à Vienne du 9 au 11 décembre, adoptait un document politique qui stipule parmi d'autres points :

« Nous devons changer le modèle énergétique néolibéral actuel de l'UE, avec une réduction radicale des émissions de CO₂ : la production à base d'énergies fossiles n'a plus d'avenir et il faut une nouvelle politique industrielle européenne axée sur une industrie verte. Cette mesure présuppose, entre autres, une nouvelle politique énergétique, fondée sur une énergie décarbonée, avec un fort potentiel pour les énergies renouvelables, et en matière de mobilité, centrée sur les concepts de mobilité collective, notamment sur les transports publics.

Pour atteindre ces objectifs, les producteurs et fournisseurs d'énergie doivent tous être placés sous contrôle public. Les grands groupes énergétiques doivent être expropriés, nationalisés et socialisés. »

Alexander Eniline



QUOI !

Il y a des gens qui annoncent sans honte :

- La politique ne m'intéresse pas !

- Je ne fais pas de politique !

- Je ne vais pas voter car cela ne sert à rien !

Ont-ils seulement réfléchi à l'absurdité de leur attitude.

Ne pas faire de la politique est hautement politique !

C'est donner un blanc-seing à ceux qui ont le pouvoir.

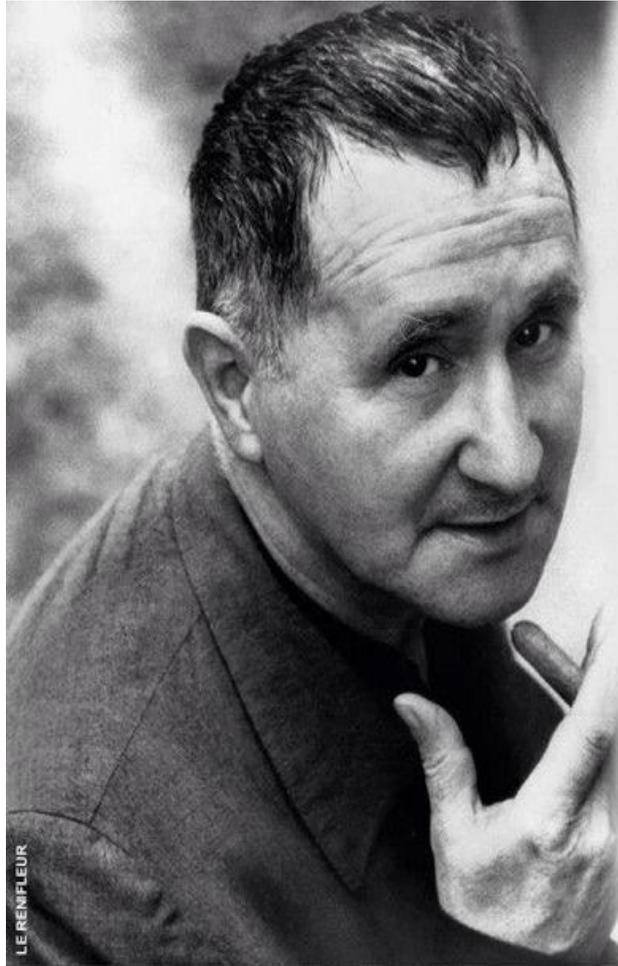
Comme l'a si bien exprimé Bertolt Brecht, tout est politique.

Par conséquent celui qui ignore la politique est un analphabète politique !

Bertolt Brecht est l'un des dramaturges allemands les plus importants de la première moitié du vingtième siècle et l'un des théoriciens incontournables de l'art politiquement engagé.

Il s'inscrit dans l'avant garde artistique marxiste. La conscience critique était un concept fondamental dans la conception de son théâtre. Elle était l'élément central de son engagement politico-social des deux participants de l'art : l'artiste et le public.

Les diverses tendances de ce courant se recoupent sous cet élément unifiant: la croyance qu'un art peut jouer un rôle prépondérant dans la lutte des classes et dans l'avènement d'une révolution socialiste.



« **Le pire des analphabètes, c'est l'analphabète politique.**

Il n'écoute pas, ne parle pas, ne participe pas aux événements politiques.

Il ne sait pas que le coût de la vie, le prix de haricots et du poisson, le prix de la farine, le loyer, le prix des souliers et des médicaments dépendent des décisions politiques.

L'analphabète politique est si bête qu'il s'enorgueillit et gonfle la poitrine pour dire qu'il déteste la politique.

Il ne sait pas, l'imbécile, que c'est son ignorance politique qui produit la prostituée, l'enfant de la rue, le voleur, le pire de tous les bandits et surtout le politicien malhonnête, menteur et corrompu, qui lèche les pieds des entreprises nationales et multinationales. »

Eugen Berthold Friedrich Brecht dit Bertolt Brecht (1898-1956)

Pour lui le théâtre est un lieu de prise de conscience, un moment du processus dialectique.

Comme Shakespeare et Molière, Brecht était né pour le théâtre. Il avait une très haute idée du travail collectif. Il estimait qu'on devait "avancer en rangs serrés".

Il ne croyait pas "à l'atmosphère", à l'ambiance, mais en l'expérimentation qui était sa passion.

Par sa solidité, il arriva à créer un nouveau monde du théâtre qui perdure aujourd'hui, ses pièces sont régulièrement jouées dans les théâtres d'Europe.

Son écriture, la langue employée était populaire, mais jamais vulgaire ni triviale ; nouvelle mais jamais recherchée.

Il était un débateur étincelant, il s'enflammait dans des discussions sans fin.

Il aimait rire, il ne ménageait pas ses amis mais et ne se formalisait jamais de l'ironie mordante des autres. Il prenait la vie du bon côté même lorsqu'elle l'accablait.

Il avait une analyse critique des déviations sociales de la société.

Brecht est né à Augsburg le 10 février 1848 dans une famille de la petite bourgeoisie.

Il commence à écrire très tôt, son premier texte est publié en 1914.

Mobilisé en 1918 comme infirmier, il découvre les horreurs de la guerre. Il rédige des écrits pacifistes pour la presse locale.

Entre 1918 et 1928 il écrit plusieurs pièces, dont les dernières



provoquent des polémiques comme la pièce "Grandeur et décadence de la Ville de Mahagonny".

Depuis la moitié des années 1920 il est acquis au marxisme.

En 1928 la création de "l'Opéra de quat'sous" (musique de Kurt Weill) rencontre un énorme succès qui lui assure une renommée internationale.

A partir de 1930 les nationaux-socialistes commencent à interrompre avec véhémence les représentations de ses pièces et l'arrivée au pouvoir des nazis le forcera à quitter l'Allemagne.

En 1933 son œuvre est interdite et brûlée lors de l'autodafé du 10 mai 1933.

En juin 1933, il s'installe au Danemark et en 1935 le régime nazi le déchoit de sa nationalité allemande.

Il dirige la revue *Das Wort* dont le but avoué est d'unir l'intelligentsia antifasciste d'Allemagne autour d'un idéal prôné par l'Internationale communiste.

En 1939 il doit fuir en Suède puis en Finlande et finalement s'installe en Californie en 1941 où il écrit de nombreuses pièces.

Après la guerre il est mis sur liste noire durant la période du maccarthysme. Le 30 octobre 1947 il est appelé à témoigner devant l'HUAC et refuse de se protéger derrière le 1^{er} amendement.

Le lendemain il s'envole pour la Suisse où il résidera durant une année.

En 1949 il s'installe à Berlin Est, il fonde le Berliner Ensemble.

En 1953, lors des manifestations des ouvriers à Berlin, il exprime sa solidarité avec le Parti socialiste

unifié d'Allemagne mais il demande qu'on discute avec les masses sur la vitesse avec laquelle il fallait construire le socialisme.

Cette prise de position fit que ses pièces furent bannies des théâtres de la RFA et d'Europe occidentale durant de nombreuses années.

Aujourd'hui ses pièces sont jouées dans de nombreux théâtres d'Europe et du monde.

« L'opéra de quat'sous » (1928) est sa pièce la plus célèbre.

Cette pièce a de forts aspects sociaux et politiques et est une satire à charge contre le capitalisme.

Il compare le monde de la politique corrompue et de la finance débridée à la pègre de Londres.

La musique est de Kurt Weill, camarade de route, lui aussi banni par les nazis.

« Les fusils de la Mère Carar » (1937) est une pièce dramatique racontant le drame d'une mère durant la guerre civile d'Espagne où ses deux fils sont dans des camps opposés, l'un est républicain et l'autre fasciste et finissent par s'entre tuer au grand désespoir de leur mère.

« La Résistible Ascension d'Arturo Ui » (1941)

Parabole de la prise de pouvoir d'Hitler et de son extension.

Arturo Ui est un gangster, copie d'Hitler et d'Al Capone.

"Vous, apprenez à voir, plutôt que de rester

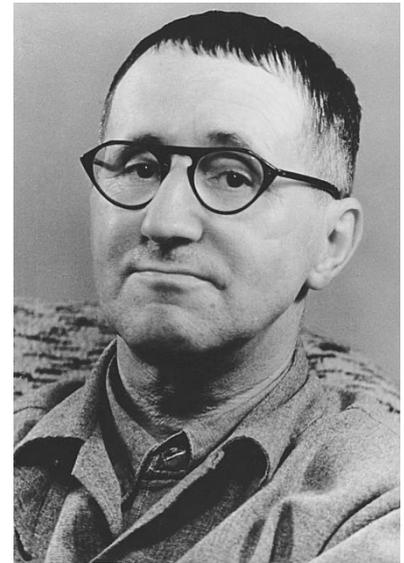
Les yeux ronds.

Agissez au lieu de bavarder.

Voilà ce qui aurait pour un peu dominé le monde !

Les peuples en ont eu raison, mais il ne faut

Pas nous chanter victoire, il est encore trop tôt :



Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde."

Quelques-unes de ses réflexions :

☞ « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu ».

☞ « Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution par temps de crise ».

☞ « Je suis arrivé à la conclusion que si les puissants de la terre sont capables de provoquer la misère, ils sont incapables d'en supporter la vue ».

☞ « On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserment ».

☞ « Dans toute idée, il faut chercher à qui elle va et de qui elle vient ; alors seulement on comprend son efficacité ».

☞ « Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple ! »

Maurice Michon



Les maçons approuvent le résultat des négociations – il n'est pas possible d'obtenir plus sans renforcer la capacité de mobilisation des syndicats

Après neuf rondes de négociations et plusieurs mobilisations et mouvements de grève des travailleurs du bâtiment, les syndicats et le patronat sont arrivés à un accord pour une nouvelle Convention nationale. Les maçons ont démocratiquement approuvé la Convention lors des conférences professionnelles des syndicats Unia et Syna le 10 décembre. Pour considérer close la période de mobilisation, il faut attendre l'assemblée générale de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) qui se tiendra au début janvier.

La nouvelle Convention comporte certains points positifs, comme le passage des machinistes de toute la Suisse en classe A, l'indemnité de kilométrage pour les véhicules privés (passe de 0,6 à 0,7 francs) et le versement du salaire intégral du congé paternité au lieu des 80% prévus par la loi.

En revanche, l'augmentation des salaires effectifs de 150 francs par mois n'a pas de quoi réjouir. En ligne avec celle obtenues dans des secteurs qui ne se sont pas mobilisés, elle est trop basse, ne permettant même pas de compenser

l'augmentation du coût de la vie. De plus les salaires minimaux pour les travailleurs qui rentrent dans le secteur ne vont augmenter que de 100 francs.

Il ne faut pas cacher que les concessions accordées par les syndicats à la SSE sont décevantes car elles vont à l'encontre des principales revendications qui portaient sur la réduction du temps travail. Dans la nouvelle CCT, les heures supplémentaires cumulables par mois passent de 20 à 25, le maximum reste 100 par an, mais le calendrier annuel des heures commencera le 1er mai. Cette dernière mesure, qui peut paraître anodine, va en réalité permettre qu'il soit possible de cumuler des heures en quantité pendant l'été, qui seront utilisées l'hiver pour compenser les jours d'intempéries. De facto, il deviendra impossible se faire payer des heures supplémentaires.

Du point de vue du PST-POP, il aurait fallu mener une campagne plus offensive, insister plus sur les revendications ouvrières et se positionner moins en opposition aux desiderata des patrons. Nous saluons la résolution des maçons d'Unia

Vaud, qui demande un débat ouvert et franc au sein du syndicat pour réussir à renforcer la capacité de mobilisation. En effet, un vrai blocage généralisé des chantiers est réussi seulement à Genève, Vaud, Neuchâtel et au Tessin. Dans le reste de la Suisse, seule une minorité de travailleurs (très courageux et déterminés, il faut le souligner !) ont mis à les chantiers à l'arrêt. Pour obtenir plus de droits et des meilleures conditions de travail, il est indispensable de renforcer la capacité de mobilisation partout Suisse, car il faut un rapport de force plus favorable aux travailleurs. Le PST-POP ne peut que soutenir cette nouvelle direction exprimée démocratiquement par les maçons.

Le PST-POP a soutenu les travailleurs de la construction en étant présent et actif pour les aider lors des diverses mobilisations et mouvements de grève. Il poursuivra dans le futur son engagement auprès de tous les travailleurs et travailleuses en lutte.

PST-POP

Exclusion de deux membres du PdT Communiqué aux média genevois

L'Assemblée générale du Parti du Travail de hier soir a décidé l'exclusion du Parti de Salika Wenger et de Jean Spielmann.

Leur adhésion à une liste électorale concurrente à celle de la coalition EàG dans laquelle le PdT a décidé de s'engager ne respecte pas les décisions en ce sens confirmées à maintes reprises par les Assemblées générales du Parti et nuit aux intérêts du Parti.

L'appel à fusionner les listes de la coalition Ensemble à Gauche (SolidaritéS, Parti du Travail et Défense des aînés et des locataires) avec celle de la Liste d'Union Populaire (organisation qui s'appelait encore il y a dix mois « EàG – Résistons », puis, jusqu'en septembre 2022, « Ensemble à Gauche Genève ») précise bien que cette fusion devrait se faire « sans conditions ». Une telle fusion est impensable

avec des personnes dont les agissements ressemblent plus à ceux d'une organisation clanique qui méprise le respect des règles et des lois communes qu'à ceux d'une organisation politique démocratique.

Tobia Schnebli
Président cantonal du PdT

Le 20.12.22



Adieu Jean-Pierre

LE 27 SEPTEMBRE DERNIER, LA FOURMI ROUGE ET LE POP VAUD ONT PERDU UN AMI ET UN CAMARADE AVEC LE DÉCÈS DE JEAN-PIERRE ROUYET.

Figure emblématique de la vie associative et politique de Renens et du canton de Vaud, il a été un important maillon du riche vivier de la Ville tout en assumant par la suite des fonctions en tant que conseiller communal Fourmi rouge entre 2001 et 2009 avant de devenir Municipal jusqu'en 2015. Il a également occupé des fonctions au sein du POP Vaud en tant que caissier.

L'engagement associatif a fait partie de son ADN. A son installation à Renens à la fin des années '80, il s'engage au Centre de Rencontre et d'Animation de Renens dont il assumera durant 10 ans la présidence.

Il œuvrera à la création du Forum des Associations de Renens, dont il en assumera également la présidence durant plusieurs années. En 1995, avec d'autres dont sa femme, il participe à organiser une

importante manifestation dans la Ville en réaction aux coupes budgétaires prévues de 50% dans plusieurs prestations aux habitant.e.s qui verra la Ville rétro-pédaler et maintenir ses prestations. Il s'engagera également auprès de l'association Globlives.

Au sein de la Fourmi rouge, il est tour à tour membre du comité, du comité d'animation, organisateur hors pair des stands politiques, membre de la permanence impôts et candidat à la Constituante vaudoise. Il entre au Conseil communal de Renens en 2001. Il y assumera le rôle de chef de groupe avant d'être élu, en 2009, Municipal. Jean-Pierre Rouyet a été un Municipal engagé sur le terrain, disponible, soucieux de comprendre les besoins des habitant.e.s de sa Ville. Durant ses mandats au Dicastère de la Sécurité sociale, il a développé la politique de la petite enfance, de l'intégration, du logement et de la clinique dentaire.



La Fourmi rouge salue l'immense capacité de travail de cet homme bâtisseur à la force tranquille. Homme d'idéaux, il n'a jamais eu de cesse de s'engager pour une société plus collectiviste, pour davantage de solidarités et une meilleure répartition des richesses. Il nous laisse l'empreinte de cet engagement dont la Fourmi rouge continuera de prendre soin.

Paru dans « La fourmi rouge » n°93, décembre 2022

(N.B. : dans le canton de Vaud, le Conseil municipal est le nom de l'exécutif communal)

Plan de lutte contre la « radicalisation » : attention danger !

Le réseau national de sécurité (RNS) a présenté lundi son plan d'action national contre la « radicalisation » pour les années 2023-2027. Cette fois, ce ne sont pas seulement le djihadisme qui est visé, mais également l'« extrémisme violent » de gauche, de droite et « monothématique » (le complotisme antivax par exemple).

La justification que donne le RNS de son plan est particulièrement préoccupante : « A l'avenir, les autorités feront face à des défis majeurs, globaux, comme le changement climatique, l'approvisionnement énergétique, la migration. Si ces défis conduisent à des mesures fortes de l'État, avec une possible limitation de certaines libertés individuelles, le terreau serait favorable aux narratifs conspirationnistes

d'extrême droite, d'extrême gauche et monothématiques ».

Ainsi, les autorités sont bien conscientes que la situation va se dégrader, et annoncent entre les lignes qu'elles restreindront la démocratie pour maintenir le système en place.

Les mesures préconisées : prévention dans les écoles et échanges facilités d'informations entre cantons (retour officiel du fichage ?).

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, au nom d'une lutte contre la « radicalisation » les libertés démocratiques ont été drastiquement restreintes (pleins pouvoirs au Conseil fédéral), le Parti communiste et la Fédération socialiste suisse interdits. Après-guerre, les militants

du Parti du Travail (parmi d'autres) se virent imposer des mesures arbitraires d'interdiction professionnelles, et furent systématiquement fichés par la police fédérale.

Est-ce ce type de mesures qu'il est prévu d'instaurer ? Est-il question d'introduire un délit d'opinion ? Le marxisme sera-t-il considéré comme un « narratif conspirationniste d'extrême-gauche » ? Affaire à suivre avec la plus grande préoccupation. L'histoire a assez prouvé que, malgré les apparences démocratiques officielles, la réalité de l'État suisse est assez différente, et qu'on ne peut pas lui faire confiance.

Alexander Eniline



Démocraties versus régimes autoritaires : attention aux faux clivages

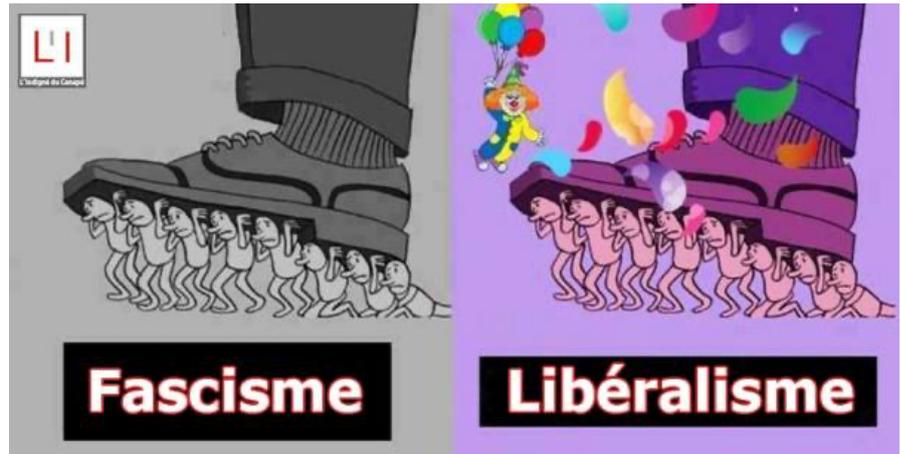
C'est devenu un leitmotiv dans les médias bourgeois occidentaux et dans le discours de nos gouvernements : le clivage essentiel de notre début de troisième millénaire passerait entre la démocratie libérale « occidentale » et ses ennemis, les régimes autoritaires à l'extérieur, le populisme « illibéral » à l'intérieur. « La » démocratie serait partout menacée, gravement en recul, et la protéger, la préserver devrait être l'objectif majeur pour toutes celles et ceux qui y sont attachés.

Une certaine gauche réformatrice, attachée aux libertés démocratiques, mais aveugle tant au caractère de classe de l'État démocratique bourgeois qu'à ses propres biais eurocentriques, reprend souvent ce discours de manière acritique. Le fait que ce soit la doctrine officielle de l'administration Biden devrait pourtant inciter pour le moins à la méfiance. Une autre gauche, résolument anti-impérialiste et se voulant clairement révolutionnaire, mais pas toujours bien inspirée pour autant, prône une sorte de miroir inversé de ce discours, faisant des pays « émergents » une alternative *per se* à l'« Occident ».

Malgré son apparente univocité, ce discours officiel et son miroir inversé sont remplis de non-dits et d'équivoques. D'où un redoutable potentiel de confusion. Tâchons d'y regarder de plus près.

Libéralisme sur la défensive et campisme pro-occidental

Il eût été logique de séparer le traitement des enjeux géopolitiques – la sphère d'influence des « démocraties occidentales » – et la nature interne des dites démocraties. Les dits ennemis de la démocratie libérale – les régimes « autoritaires » du Sud global (qui du reste ont peu en commun) et les populismes illibéraux dans les pays occidentaux – sont de nature passablement différente. Mais il est impossible de distinguer ces différents aspects, puisque le discours officiel « pro-



démocratique » se base sur leur non-distinction.

Cette doctrine de l'administration Biden est en fait un discours de combat, une variante mi-défensive, mi-revancharde de la « fin de l'Histoire » selon Francis Fukuyama, ce qui la rend d'autant plus dangereuse.

Rappelons-nous, en effet, au tournant des années 90, quand le socialisme était balayé par la contre-révolution dans la plupart des pays qui l'avaient édifié, et que la vague néolibérale emportait tout sur son passage. L'heure semblait promise au triple triomphe des USA, désormais puissance hégémonique et sans adversaires à sa mesure, du capitalisme néolibéral, imposé par le consensus de Washington, et de la démocratie libérale.

Les apparences semblaient confirmer cette affirmation : les démocraties populaires et les dictatures militaires (établies et soutenues par les USA !) étaient remplacées dans la plupart des cas par des régimes qui en surface répondaient aux caractéristiques formelles d'une démocratie « occidentale » – élections régulières opposant plusieurs partis en compétition, présence de libertés démocratiques bourgeoises (liberté d'expression, de réunion, d'association, etc.).

Mais le mainstream libéral élude sciemment la question de la qualité

de ces démocraties néolibérales, qui ne furent en pratique guère ressenties comme émancipatrices par les peuples qu'elles « libèrent » – c'est le moins que l'on puisse dire ! Car la quasi-généralisation de la démocratie compétitive coïncidait avec un véritable despotisme néolibéral qui la vidait de tout son sens. C'était l'époque du « *There is no alternative !* » de Margaret Thatcher. On pouvait bien choisir entre plusieurs partis, mais tous avaient le même programme, et qui n'était pas démocratiquement décidé par les militants dans le cadre de congrès réguliers, mais fixé ailleurs : par les marchés, par l'OMC, par le FMI... Cette démocratie compétitive, d'ailleurs, lorsqu'elle n'était pas une simple façade dissimulant une dictature de fait (comme au Kazakhstan par exemple) était dans tous les cas de nature formelle, biaisée par l'argent, par un État de droit des plus imparfaits... Dans tous les cas, il s'agit d'une oligarchie, où le peuple n'a guère d'autre influence sur les décisions que de choisir le clan oligarchique qui, de toute manière, appliquera le même programme. C'est le cas à titre paradigmatique de la « démocratie » étatsunienne, où les campagnes se font de plus en plus chères, la sélection des candidats aux hautes fonctions extrêmement biaisée, et le débat démocratique (si on peut encore appeler ça comme ça) d'une pauvreté affligeante. Les libertés démocratiques se révélèrent le plus souvent illusoire, la liberté



d'expression tournant à la main-mise de quelques magnats des médias, libres de désinformer au service de leur classe ; et les libertés de réunion, d'association, de manifestation, très imparfaitement respectées, et ne permettant pas au peuple d'influer sur les décisions.

Car des décisions furent bien prises, plus ou moins les mêmes partout, et elles furent dévastatrices pour les peuples. Les privatisations sauvages, et souvent mafieuses, dans les pays anciennement socialistes, les plans d'ajustement structurel dans les pays du Sud global, furent un véritable pillage organisé, plongeant des centaines de millions de personnes dans la misère, au bénéfice exclusif d'une toute petite oligarchie. La restauration du capitalisme impliqua la liquidation de toutes les réalisations du socialisme, y compris des formes de participation démocratiques différentes de celle de notre système libéral (qui étaient effectivement trop souvent formelles, et ne permettant pas toujours une véritable participation populaire aux décisions, mais qui existaient néanmoins), un nouvel asservissement des peuples qui avaient entrevu une autre société, débarrassée de l'exploitation. En Occident même, il ne fut question que de « réformes » à base de démantèlement social et de privatisations, que la droite et les sociaux-démocrates, convertis au néolibéralisme, imposèrent aux peuples. L'hégémonie étatsunienne s'avéra sans surprise une tyrannie insupportable sur la planète, une aggravation de l'oppression néocoloniale, à grands renforts de guerres sanglantes, criminelles, dévastatrices, lancées avec des prétextes cyniques et hypocrites de « responsabilité de protéger » et d'« exportation de la démocratie ». Alors, faut-il vraiment s'étonner que cette démocratie-là soit en crise, et que les USA (et plus généralement l'Occident) soient passionnément haïs par le reste du monde ?

Et, effectivement, ce modèle est aujourd'hui en crise. L'ouverture au marché des pays anciennement socialiste avait provisoirement donné

de nouveaux débouchés au capital suraccumulé dans les puissances impérialistes, mais ces nouvelles possibilités d'expansion furent vite épuisées ; et la dérégulation de l'économie, le tout au marché, créa de nouveaux et catastrophiques déséquilibres, qui se manifestèrent par la crise financière, la crise de la dette, et les perturbations économiques que nous connaissons aujourd'hui. L'accroissement massif des inégalités provoqua le mécontentement des peuples, la montée de mouvements de protestations. Les démocraties néolibérales se raidirent et devinrent de moins en moins démocratiques pour imposer leur agenda néolibéral ; l'UE, de par sa technocratie autoritaire, en est peut-être le meilleur exemple. Et les USA se sont révélés incapables de maintenir un monde unipolaire à leur botte ; bien plus, il s'agit d'un empire sur le déclin, dont la zone d'influence se réduit, et attire fatalement la convoitise d'empires émergents.

C'est dans ces conditions de crise que prospèrent les « ennemis de la démocratie » que sont les régimes autoritaires et les populismes illibéraux. Toutefois, plus que l'*autre* de la démocratie, il s'agit du sous-produit le plus logique du monde né du consensus de Washington, la révélation de ses propres contradictions. Dans la confusion idéologique issue de la disparition du socialisme réel, de la crise du mouvement communiste international et de la droitisation de la social-démocratie, le mécontentement populaire face à la démocratie néolibérale et à ses résultats politiques fut récupéré par des populistes de droite, qui prétendent être « anti-système », parler au nom du « vrai peuple » face aux « élites » arrogantes et hors sol. Mais lesdits populistes sont généralement issus des mêmes élites, sont un pur produit du système, dont ils incarnent le pourrissement. Leur programme socio-économique (et leur politique étrangère dans une large mesure) est du reste pratiquement le même que celui des « élites » néolibérales auxquelles ils prétendent s'opposer, enfermant ainsi le peuple dans

une alternative illusoire. Alors, oui, ces populistes illibéraux sont dangereux, et, par leur démagogie contre des segments entiers de la population, leur politique migratoire criminelle et meurtrière, leur œuvre destructrice contre les institutions démocratiques, ils pourraient conduire au fascisme. Mais il ne faut pas oublier pour autant que le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie bourgeoise, mais son évolution par temps de crise ; et que la « démocratie » néolibérale est la cause qui a produit ces populismes, nullement le remède à ceux-ci. C'est un peu facile de condamner Donald Trump et de s'indigner face à la terrible menace pour la « démocratie étatsunienne » qu'a été la tentative de coup d'État en 2020. Mais il ne faut pas oublier que c'est de l'oligarchie néolibérale traditionnelle, celle des Biden et des Clinton, de ses impasses et contradictions, du dégoût qu'elle a produit, qu'est né le trumpisme.

Mais ces démocraties néolibérales occidentales ont de vrais ennemis à l'extérieur, des puissances émergentes – les plus importantes étant la République populaire de Chine et la Fédération de Russie ; et des adversaires plus localisés, comme la République islamique d'Iran – qui se trouvent par ailleurs ne pas être des démocraties libérales. Alors, pour les contrer, Joe Biden a choisi une diplomatie très idéologique : l'alliance des démocraties contre les régimes autoritaires qui les menacent. Ce discours permet de faire pression sur les alliés pour les rassembler derrière la bannière des USA, ou plutôt pour les mettre sous la botte de l'oncle Sam. Il permet également de travailler l'opinion publique, de construire un climat d'union sacrée, derrière son propre impérialisme. Le cas de la guerre en Ukraine est particulièrement flagrant à cet égard. Mais ce discours est parfaitement hypocrite. Ce qui est reproché aux pays que les USA ont désigné comme leurs adversaires, ce n'est pas de ne pas être des démocraties, mais simplement d'être des adversaires, d'empiéter sur leur zone d'influence : contradiction inter-impérialiste classique.



Il suffit de voir quels pays sont labellisés « démocratiques » : tous les pays alliés aux USA, et seulement ceux-là, même s'ils sont très imparfaitement démocratiques (en commençant par les USA eux-mêmes d'ailleurs). Lesquels sont épargnés par les foudres des « démocrates » intransigeants : les alliés manifestement non-démocratiques (l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie, etc.). Lesquels, enfin, sont qualifiés d'« autoritaires » : tous les adversaires des USA, même s'ils sont manifestement plus démocratiques que ce pays (la République bolivarienne du Venezuela est clairement un pays démocratique, plus que les USA, y compris du point de vue des critères formels de la démocratie libérale ; pourtant elle est arbitrairement labellisée comme un régime autoritaire).

L'objectif de l'administration Biden est de conserver autant que possible l'hégémonie des USA, de conserver le monde du consensus de Washington qui se délite à toute vitesse. La défense de la « démocratie » ne sert que d'habillage à ce projet impérialiste, dont il devrait être inutile de dire qu'il n'a rien de souhaitable d'un point de vue de gauche.

Et pourtant, une certaine « gauche » s'y rallie. Les Verts allemands en font même une position « morale » (la « morale » étant, sous des dehors d'intransigeance, une boussole politiquement assez « flexible » pour épouser toutes les incohérences et contradictions de cette ligne). Ils sont de ce fait aujourd'hui le plus belliciste et atlantistes des partis d'Allemagne.

Un monde multipolaire, un slogan anti-impérialiste ?

Il est évident qu'aucun communiste, qu'aucune personne de gauche même qui se respecte, ne peut accorder le moindre crédit à cette démagogie impériale de l'administration Biden. Attention toutefois, en s'y opposant, de ne pas le faire d'une façon simpliste et unilatérale, en inversant simplement ce

discours, et en retournant le campisme occidental prôné par le mainstream libéral en un campisme anti-occidental. Cette position est assez répandue dans le mouvement communiste en Europe, généralement plutôt défendue oralement ou sur les réseaux sociaux que réellement théorisée dans des publications en bonne et due forme. Pour d'étranges raisons, les promoteurs de cette approche croient parfois qu'il s'agit de l'orthodoxie marxiste-léniniste la plus pure. Or, cette position n'a rien à voir avec le marxisme-léninisme, et elle est politiquement fautive, ses conséquences étant aberrantes et indéfendables.

Ce singulier anti-impérialisme, qu'il serait plus exact de qualifier de campisme anti-occidental, identifie l'impérialisme à la puissance impérialiste la plus forte d'aujourd'hui : les USA, ou l'« Occident » (étrange entité que l'« Occident », qui comprend aussi le Japon). De ce fait, il découle que par définition des pays non-occidentaux ne sont pas impérialistes, et, que dans la mesure où ils s'opposent aux USA pour une raison ou une autre, ils sont anti-impérialistes. Les puissances émergentes seraient un facteur émancipateur pour le monde dans la mesure où elles se libèrent des USA, indépendamment de la nature interne de leur régime. L'alternative à la domination « unipolaire » des USA serait un monde « multipolaire ». Cette position amène à soutenir des régimes anti-étatsuniens, peu importe qu'ils soient par ailleurs parfaitement réactionnaires, même contre des mouvements authentiquement révolutionnaires. Elle amène également à être des plus réservés face à des soulèvements populaires si ceux-ci sont dirigés contre des régimes non-occidentaux, et à n'accorder qu'une valeur très limitée aux luttes démocratiques. Or, cette position ne tient politiquement pas la route.

C'est quoi, d'abord, un monde multipolaire ? La définition la plus claire en a été donnée par Vladimir Poutine : un monde divisé en plusieurs grandes puissances (en clair,

plusieurs empires), qui dominent à leur guise leur propre zone d'influence, tenant sous leur botte leurs dominions à eux. On peut comprendre pourquoi la notion plaît à Poutine. Il n'est pas compliqué du reste de saisir dans l'intérêt de qui est cette idée : des élites des pays non-occidentaux qui ont des ambitions impériales. Mais, pour des communistes, qu'est-ce que ça peut faire au fond que le monde soit unipolaire ou multipolaire ? En quoi ce serait « mieux » ? Le monde de 1914 était très multipolaire. Ce n'était clairement pas mieux. L'Empire du Japon sous le règne de Hirohito avait déjà prôné avant l'heure cette théorie de la multipolarité et des puissances émergentes non-occidentales. Il a surpassé le Troisième Reich même en terme de crimes de guerre. Toutes les puissances impérialistes ont un jour été « émergentes », en commençant par les USA d'ailleurs, qui ont contesté la place au soleil aux vieux empires. La seule façon qu'a une puissance impérialiste nouvelle de se tailler une zone d'influence, c'est par la force, et trop souvent par la guerre. Aussi, la dynamique d'affrontement entre les USA et des puissances « émergentes » est des plus dangereuses. Il faut chercher à empêcher la conflagration. Non à soutenir des régimes parfaitement infréquentables au nom de la « multipolarité ».

Il suffit du reste de regarder la nature de la plupart des pays « émergents » ou en litige avec les USA, pour voir qu'ils ne sont en tout cas pas meilleurs, que ce soit du point de vue de leur nature de classe, de la nature de leur régime politique, pour leur propre peuple, pour les communistes qu'ils persécutent trop souvent, pour les peuples qui ont le malheur de tomber dans leur zone d'influence : la Russie de Vladimir Poutine, l'Inde de Narendra Modi, l'Iran d'Ali Khamenei, la Syrie de Bachar El-Assad, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan (ce n'est pas une plaisanterie, il y a des « anti-impérialistes » qui défendent la Turquie, y compris contre les revendications kurdes, au nom de la « multipolarité »).



Du reste, les faits ne confirment pas le scénario campiste. Les pays émergents sont souvent plus opposés entre eux qu'unis face aux USA. L'Inde est un allié de l'Occident face à la Chine, même si elle défend aussi ses intérêts propres, et la seule raison pourquoi l'Inde et la Chine ne sont pas en guerre est que le territoire qui fait litige est situé à 4'000m de hauteur. La République socialiste du Vietnam n'hésite pas à se rapprocher des USA face à ce qu'elle perçoit comme un danger d'hégémonie chinoise. La Russie a longtemps voulu adhérer à l'OTAN avant de se retourner contre cette alliance militaire...

Un argument, qui semble valable, est que des pays socialistes, ou en tout cas sur la voie du socialisme, comme Cuba et le Venezuela, y souscrivent apparemment, par leur discours comme par leurs alliances avec des pays comme la Russie, l'Iran, la Syrie, etc. Certes. Mais est-ce vraiment un argument sérieux ? La raison d'État a ses raisons, qui sont légitimes. Les pays socialistes n'y font pas exception. Nous n'avons rien à y redire, le Parti du Travail n'étant pas, ni ne pouvant être anarchiste. Ils ont même l'obligation, dans l'intérêt même de leur peuple, de mener une politique étrangère basée sur leurs intérêts d'État. Mais une politique basée sur la raison d'État n'en devient pas pour autant une politique internationaliste de principe, ni un discours diplomatique un discours scientifique marxiste-léniniste. Certes, souvent des pays socialistes ont essayé de fonder théoriquement, avec des arguments plus ou moins spécieux, leurs différends qui étaient des divergences d'intérêts entre États. L'exemple le plus fameux étant la querelle sino-soviétique. Par-là, ces États et leurs partis dirigeants, n'ont pas rendu service au mouvement communiste international, créant une dangereuse confusion sur le plan de la théorie. Cuba et le Venezuela ont un besoin vital de chercher les alliances qu'ils peuvent pour desserrer le blocus des USA. Cela peut être considérée comme une politique anti-impérialiste dans cette



Attention au purisme révolutionnaire...

mesure. Mais cela ne rend pas leurs alliés de circonstance anti-impérialistes, ni fréquentables en aucune façon. Pour un parti communiste au pouvoir, dont les dirigeants exercent aussi des responsabilités au sommet de l'État, il n'est pas toujours simple de séparer les deux registres, mais un parti d'opposition n'a pas à se lier les mains de cette façon. Soutenir des pays socialistes n'implique pas de s'aligner sur leur politique étrangère.

Cette ligne campiste amène ses partisans à prendre des positions indéfendables sur les questions internationales, comme des navrantes prises de position pro-russes. Peut-être plus grave encore, elle amène à défendre des régimes réactionnaires du Sud global labellisés comme anti-impérialistes en tant que tels, y compris contre les forces populaires qui leur résistent, y compris d'authentiques forces révolutionnaires. Elle amène aussi à une réticence indue à soutenir des mouvements populaires, même lorsque le parti communiste local y participe, s'il ne s'agit pas à coup sûr d'authentiques révolutions communistes, si les médias occidentaux sont favorables aux dits mouvements, et si un régime occidental pouvait *in fine* remplacer la dictature anti-occidentale. Parce que l'Occident spécule trop sur la notion de démocratie, on oublie à

quel point le mouvement ouvrier a besoin de la démocratie, à quel point la lutte pour les droits et libertés démocratiques a toujours été une lutte de classe fondamentale.

Ce qui ne va pas dans toutes ces positions, c'est que c'est le critère géopolitique (pour / contre les USA) qui prend le pas sur le critère de classe, ce qui est manifestement antimarxiste. Un régime, ou un mouvement, doit être jugé avant tout sur sa nature intrinsèque, seulement subsidiairement sur ses alliances ou ses ennemis externes. Alors, oui, les soulèvements populaires dans ces pays sont souvent confus politiquement et par leur composition de classe – mais toutes les révolutions ou presque commencent ainsi – et l'Occident pourrait profiter de l'issue de ces soulèvements. Mais ce n'est en tout cas pas une raison pour être du côté d'un régime réactionnaire contre son peuple. Une révolution peut toujours échouer. Ce n'est pas une raison de ne pas la soutenir.

La question n'est pas si nous voulons un monde unipolaire ou multipolaire. Nous luttons pour un monde sans « pôles » (c'est-à-dire sans empires) ni dominions opprimés. Cela seul est une position anti-impérialiste de principe.

Alexander Eniline



Votations populaires du 12 mars 2023
Recommandations de vote du Parti du Travail

Votation cantonale :

Initiative populaire 179 « Contre le virus des inégalités... Résistons ! Supprimons les privilèges fiscaux des gros actionnaires » : **OUI**

Votations Ville de Genève :

Initiative « Genève zéro pub – libérons nos rues de la publicité commerciale ! » : **OUI**

Projet de plan localisé de quartier Bourgogne : **OUI**



Rectificatif

Dans le numéro 73 de l'Encre Rouge, dans l'article « Le Kurdistan, plus grande colonie de la planète », une phrase dans la conclusion était mal tournée, et susceptible d'induire une erreur théorique.

Il y est écrit : « Pour liquider les vestiges du féodalisme et du colonialisme, deux voies se présentent : une révolution démocratique bourgeoise, suivie d'une évolution vers un capitalisme endogène ; ou bien une révolution nationale démocratique, avec le socialisme pour perspective. Ce qui suppose un parti révolutionnaire, et un front commun du peuple, pouvant aller jusqu'à la bourgeoisie nationale. »

Le temps des révolutions bourgeoises est aujourd'hui révolu. Une révolution bourgeoise serait impossible aujourd'hui au Kurdistan pour la double raison qu'il n'y a pas de capitalisme endogène, et que les puissances impérialistes et coloniales l'empêcheraient.

La révolution qui peut y avoir lieu est une révolution nationale démocratique. Mais celle-ci peut ensuite évoluer vers le capitalisme, si la bourgeoisie nationale en prend la tête (comme cela s'est passé dans le cas de l'Algérie par exemple), ou bien vers le socialisme, si elle est dirigée par un parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

Je souhaite adhérer au Parti du Travail

Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge

Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8